Bruno Baronnet

Membre de l'Equipe de Recherche Société Identité Pouvoir en Amérique Latine (ERSIPAL)

Thèse de sociologie :

AUTONOMIE ET EDUCATION INDIENNE. LES ECOLES ZAPATISTES DANS
LES VALLEES DE LA FORET LACANDONE AU CHIAPAS (MEXIQUE).

Réalisée en cotutelle internationale :

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS III
INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE (IHEAL)
ECOLE DOCTORALE 122 – Europe latine et Amérique latine

EL COLEGIO DE MÉXICO
CENTRO DE ESTUDIOS SOCIOLÓGICOS

Codirecteurs : Rodolfo Stavenhagen (El Colegio de México) et Christian Gros (IHEAL-CREDAL).

Rédigée en langue espagnole, sous le titre *Autonomía y educación indígena: las escuelas zapatistas de las Cañadas de la Selva Lacandona de Chiapas, México.*

Le résumé obligatoire de 40 pages en langue française est disponible avec l'intégralité de la thèse sur le site Internet du Centre de Documentation sur le Zapatisme (CEDOZ) à l'adresse suivante : <http://www.cedo.org/site/content.php?doc=886&cat=81>

Soutenance : le 17 septembre 2009 à Mexico. Mention très honorable avec les félicitations.

Jury :

Rodolfo Stavenhagen (El Colegio de México)

Christian Gros (IHEAL-Université Sorbonne Nouvelle Paris III)

Maria Bertely Busquets (CIESAS Mexico)

Irène Bellier (LAIOS-EHESS)

Résumé :

Cette thèse examine les enjeux sociologiques liés à la prise en main de l'ensemble des activités éducatives locales par les familles mayas qui militent au sein du mouvement zapatiste dans la forêt Lacandone au sud du Mexique. A partir de l'étude des pratiques éducatives des paysans indiens rebelles de l'Etat du Chiapas, la lutte pour l'autonomie est conceptualisée comme la construction collective de projets régionaux alternatifs dans un champ de domination et de résistance sociale. Au cœur de la dispute avec l'Etat nation, les logiques de contrôle des communautés villageoises sur plusieurs centaines d'éducateurs qu'elles désignent et évaluent sont mises en perspective avec d'autres contextes, discours et registres d'actions propres aux organisations politiques autochtones en Amérique latine. Avant 1994, des programmes indiens d'éducation, d'abord clandestins comme dans le Quiché guatémaltèque, et le Cauca colombien, constituent des antécédents à l'expérience zapatiste d'autonomie radicale. En tant que politiques endogènes, sui generis, et historiquement situées dans des territoires et des refuges multiculturels, ces initiatives politico-éducatives interrogent notamment la capacité et la légitimité de l'Etat nation dans la gestion administrative et pédagogique des écoles.

A partir d'une approche ethnographique appliquée en association avec une organisation régionale indienne qui –tels les Municipipes autonomes rebelles zapatistes– coordonne les projets de formation scolaire de ses territoires, ce travail de recherche en sociologie politique a consisté à recueillir, systématiser puis interpréter des données qualitatives utiles pour aborder les pratiques d'éducation des Indiens qui défient la politique nationale héritée de l'indigénisme. Avec l'autorité de l'assemblée des familles et de nouvelles charges communautaires (notamment les « promoteurs d'éducation »), les relations de pouvoir et les positions d'intermédiation sociale se reconfigurent entre les acteurs de l'Etat et des territoires rebelles. La participation active des paysans mayas de langue tseltale contribue à l'appropriation sociale de l'école, en étant un frein à la différenciation sociale et à l'assimilation culturelle. Elle représente d'ailleurs un moteur de la dignité et de la légitimité de gérer l'espace et le temps dédiés à la scolarité, mais aussi les méthodes et les contenus pédagogiques. Les changements liés à l'autonomie bousculent ainsi les continuités de l'organisation de l'école, du rôle politique et du travail des enseignants, et des choix pédagogiques pertinents du point de vue des acteurs impliqués dans l'autogestion des services locaux d'éducation de base.

Le cas des Indiens zapatistes du Chiapas nous renseigne sur les particularités du rapport des familles à l'école, en partant de l'analyse contextualisée de positions et de dispositions sociales qui ont des conséquences sur les modes d'appropriation de l'école en tant que lieu de reproduction, de conflit interculturel et de participation politique locale. Ces spécificités ethnopolitiques remettent en cause, dans une certaine mesure, les objectifs et les pratiques dominantes des Etats modernes en matière d'administration scolaire et d'enseignement en milieu rural et multiculturel. En effet, les familles de paysans indiens zapatistes cherchent à établir et orienter leurs objectifs pédagogiques en fonction des valeurs, des normes et des marques identitaires qui les distinguent en tant que sujets sociaux. Ainsi, les écoles des Municipipes autonomes possèdent leurs propres modes d'organisation démocratique qui facilitent la sélection et la transmission sociale des connaissances locales jugées prioritaires dans le cadre de l'éducation formelle.

En tant que stratégie de remplacement du personnel enseignant de l'Etat, l'élection directe du promoteur d'éducation par le biais des pratiques d'assemblée et du système de charges contribue à limiter le processus de différenciation sociale. A travers ce processus, les professionnels de l'enseignement se distinguent des paysans indiens en raison de la spécificité de leurs ressources économiques et symboliques ainsi que leurs pratiques socioculturelles et politiques. Cependant, les promoteurs tseltales d'éducation zapatiste sont de jeunes paysans bilingues qui occupent, souvent brièvement, les fonctions d'enseignant communautaire sous la vigilance des instances communautaires coordonnées dans le cadre de projets régionaux d'« éducation véritable ». Comme ils ne perçoivent pas de salaire mais fournissent un service d'ordre communautaire, leur action éducative n'est pas motivée par l'appât du gain, mais plutôt par des motifs d'ordre politique. Leurs engagements personnels s'inscrivent ainsi au sein de différents projets communautaires et régionaux de construction d'autogouvernements indiens incrustés dans les structures coutumières propres à leurs territoires situés dans les vallées des « terres récupérées » aux latifundistes lors du soulèvement armé du premier janvier 1994.

Mots-clés :

Politique d'éducation / Enseignants / Indigénisme / Mouvements sociaux / Chiapas (Mexique) / Tzeltal (Indiens) / Amérique latine.